

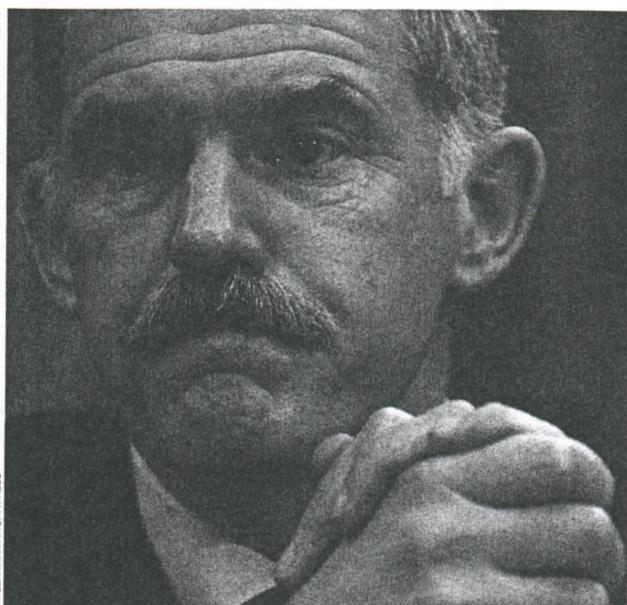
INTERVIEW

Pourquoi la Grèce soutient la Turquie

A l'heure où son pays prend pour six mois la présidence de l'Union, Georges Papandréou, ministre grec des Affaires étrangères, dit à L'Express l'espoir qu'il fonde sur l'adhésion de Chypre

L'adhésion de Chypre à l'Union européenne, confirmée au sommet de Copenhague, a été bien accueillie à Athènes, malgré l'absence de solution politique...

► Pas seulement l'adhésion de Chypre. Notre grand sujet de satisfaction, c'est que l'Europe se soit élargie à 10 nouveaux pays. Ainsi que la perspective d'adhésion, à une date désormais fixée, de deux autres, la Roumanie et la Bulgarie, nos voisins, chez qui nous nous sommes beaucoup engagés ces dernières années ; enfin, celle de la Turquie, que la Grèce soutient, et qui sera négociée dans des délais raisonnables si tout va bien. Tout cela devrait contribuer à la stabilité de notre région, et à son développement. Dans cette perspective, l'adhésion de Chypre revêt évidemment pour nous une importance particulière. Elle crée une dynamique favorable à la résolution du problème politique de l'île, désormais posé dans un contexte européen. Bien sûr, nous avons été déçus qu'un accord n'ait pas pu être trouvé à Copenhague, mais cette nouvelle conjoncture est facteur d'espoir. Le fait que la



Georges Papandréou.

Grèce et Chypre sont dans l'Europe, et que la Turquie veut y entrer, implique le respect de valeurs communes. Cela exclut en tout cas des dichotomies du type « mur de Berlin », ou la présence d'armées d'occupation étrangères.

Vous êtes l'un des protagonistes, en Grèce, du rapprochement avec la Turquie. Mais avec quelle Turquie ? Le gouvernement ?

L'armée, qui ne parle pas toujours de la même voix ?

► Le rapprochement, nous le poursuivons avec la Turquie officielle, celle des gouvernements démocratiquement élus. Cela ne date pas d'hier, puisque Yasar Yakis, l'actuel ministre turc des Affaires étrangères, est mon troisième interlocuteur. Nos discussions s'inscrivent dans la continuité. Et elles doivent se poursuivre. Mais il ne faut pas non plus négliger le rapprochement des deux peuples, grec et turc. Je suis pour ma part très attaché

à une « diplomatie des citoyens », en profondeur.

Pensez-vous que les militaires turcs partagent le même désir d'Europe que vos interlocuteurs gouvernementaux ?

► Ce désir d'Europe est le principal ressort de la dynamique de réforme engagée par les autorités d'Ankara. Il est vrai qu'il y a actuellement un débat en Turquie autour de cette question. Ce débat, qui peut d'ailleurs être fécond, n'oppose pas systématiquement l'armée au gouvernement, car les clivages ne sont pas aussi tranchés. Atatürk s'était efforcé de tirer son pays vers l'Occident, vers l'Europe. Or l'armée incarne cette tradition kémaliste. Mais, en même temps, l'adhésion à l'Europe implique des changements profonds, qui heurtent des intérêts, des mentalités, des pratiques... C'est le prix à payer pour devenir européen. Nous sommes tous passés par là. Et cela dérange.

La présidence grecque s'ouvre dans un climat international particulièrement lourd. Quel peut être le rôle de l'Europe ? Et quel sera celui de la Grèce pour que l'Europe fasse entendre sa voix ?

► L'Europe dispose de toute une panoplie d'outils d'intervention sur la scène internationale, qu'elle doit mettre en œuvre. Cela implique que les Etats membres agissent de concert. Cette cohésion existe déjà dans certains domaines, comme le conflit israélo-palestinien ou les Balkans... Mais il reste des zones d'ombre. Sur l'Irak, par exemple, nous sommes profondément divisés. Il faudra trouver un dénominateur commun... Nous nous y efforcerons.

Quels sont les autres objectifs de la présidence grecque ?

► La signature du traité d'élargissement dans les délais prévus, cela va de soi. Mais nous voudrions aussi faire avancer la politique commune d'immigration. C'est un sujet auquel nous sommes particulièrement sensibles. En quelques années, du fait de l'immigration, la population grecque a augmenté de 10 %. C'est énorme, et nous connaissons bien maintenant les problèmes d'intégration que cela pose, et les résistances des sociétés... Des deux côtés, d'ailleurs, puisque la Grèce a aussi été, pendant longtemps, un pays d'émigration. Nous sommes plusieurs, au gouvernement, à avoir été des réfugiés politiques, à commencer par le Premier ministre, Costas Simitis, et moi-même. Mais c'est un domaine dans lequel il n'est pas facile d'obtenir un consensus.

En six mois, nous n'avons pas la prétention de répondre à tous les défis auxquels l'Europe élargie va être confrontée. Mais nous pouvons au moins les aborder avec détermination, et avec enthousiasme. ●

Propos recueillis à Athènes par Françoise Arvanitis